

FSN FORUM - THÈME DE DISCUSSION N° 46
**SYSTÈMES DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET DE GOUVERNANCE AGRICOLE**
DU 21 OCTOBRE AU 16 NOVEMBRE 2009

Chers membres du Forum,

Nous appartenons au comité de pilotage du Forum sur la société civile (FSC), qui se déroulera à Rome du 13 au 16 novembre 2009 dans le cadre du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (Rome, 16-18 novembre 2009), avec l'appui ou la participation de la FAO, du FIDA et du PAM. Une déclaration conjointe à présenter à la réunion plénière du Sommet constituera l'un de ses principaux résultats.

Au nom du petit groupe d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales participant à l'organisation du FSC, nous proposons la discussion suivante aux membres du FSN Forum. Ses conclusions viendront nourrir les discussions que prépare notre groupe en vue de la réunion.

Systèmes de sécurité alimentaire et de gouvernance agricoles

La crise alimentaire mondiale est aussi une crise de la gouvernance alimentaire.

Plusieurs décennies de mondialisation, avec son cortège de déréglementation, de concentration, d'absence d'investissements, de politiques alimentaires et agricoles inadéquates et de modèles de production inadéquats, rendent extrêmement difficile l'application du droit à l'alimentation.

Personne ne conteste le fait que les femmes, les travailleurs agricoles et les petits exploitants produisent l'essentiel des denrées alimentaires. Pourtant, l'accès aux ressources nécessaires à la production agricole, telles que terres, eau, semences, races de bétail, zones de pêche, etc., et la maîtrise de ces ressources leur échappent de manière dramatique. Les profits attendus de l'exportation des produits agricoles, le recours accru aux biocarburants et la hausse des prix des denrées alimentaires entraînent une forte demande pour les terres et l'eau afin d'étendre les surfaces cultivées en monoculture et pour l'agriculture industrielle. Cette situation nouvelle, ainsi que d'autres facteurs tels que conflits armés, industries minières, tourisme, projets industriels et d'infrastructures et accélération de l'urbanisation, ont conduit à l'expropriation des communautés rurales et à un accaparement des terres à grande échelle. Elle a également entraîné des changements d'usage des terres, la destruction des forêts et des bassins versants, la dégradation des sols, ainsi que l'appauvrissement des ressources en eau et des zones de pêche. Dans un tel contexte, un nombre croissant de parties prenantes estime que plusieurs acteurs devraient participer aux nouveaux systèmes de gouvernance alimentaire et agricole.

Mais la nature de ces acteurs fait souvent débat avec les gouvernements. Dans le même temps, alors que des acteurs tels que le secteur privé sont de plus en plus organisés, d'autres manquent parfois des capacités pour se faire entendre aux différents niveaux.

Cette discussion portera sur la nécessité d'étudier et de modifier les normes et les régimes régissant actuellement les questions alimentaires en réfléchissant aux modèles de production à mettre en avant, aux problèmes que pose l'accès aux ressources naturelles et aux acteurs majeurs dont la participation sera nécessaire.

Question 1 - Quelles sont les méthodes de production des denrées alimentaires et quels types de modèles de production faut-il encourager ?

- Quels modèles de production agricole, piscicole et pastorale et quelles politiques en la matière (par exemple, investissements) constituent les meilleures options pour contrecarrer le réchauffement de la planète et réduire la vulnérabilité des populations aux variations climatiques ?

Question 2 - Qui contrôle les ressources de production alimentaire et comment élaborer de nouvelles structures de gouvernance mieux aptes à réglementer l'accès aux ressources naturelles ?

- Comment concevoir des systèmes de gouvernance mieux aptes à réglementer l'accès, le contrôle et l'usage des ressources naturelles et quels acteurs majeurs faire participer ?

Question 3 - Qui faut-il faire participer et à quel niveau ?

- Qui sont les acteurs les plus importants à faire participer aux niveaux local, national et international et quelles sont les autres possibilités de liaison de cette participation aux niveaux local, national et international ?

Bien à vous,

Chris Leather (Oxfam), Antonio Onorati (IPC), Francisco Sarmento (ActionAid)